

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 20 juillet au 25 août 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance trimestrielle.....2

Le graphique de la semaine2

Fait marquant : Les mesures de lutte contre la hausse du
coût de la vie annoncées pendant l'été.....3

En bref4

Actualités macroéconomiques4

CONJONCTURE..... 4

FINANCES PUBLIQUES..... 5

POLITIQUE MONÉTAIRE 6

MARCHE DU TRAVAIL..... 6

Actualités commerce et investissement7

COMMERCE 7

INVESTISSEMENTS..... 7

SANCTIONS..... 7

Actualités financières8

REGLEMENTATION FINANCIERE 8

MARCHES FINANCIERS..... 9

Le chiffre de la semaine : la croissance trimestrielle

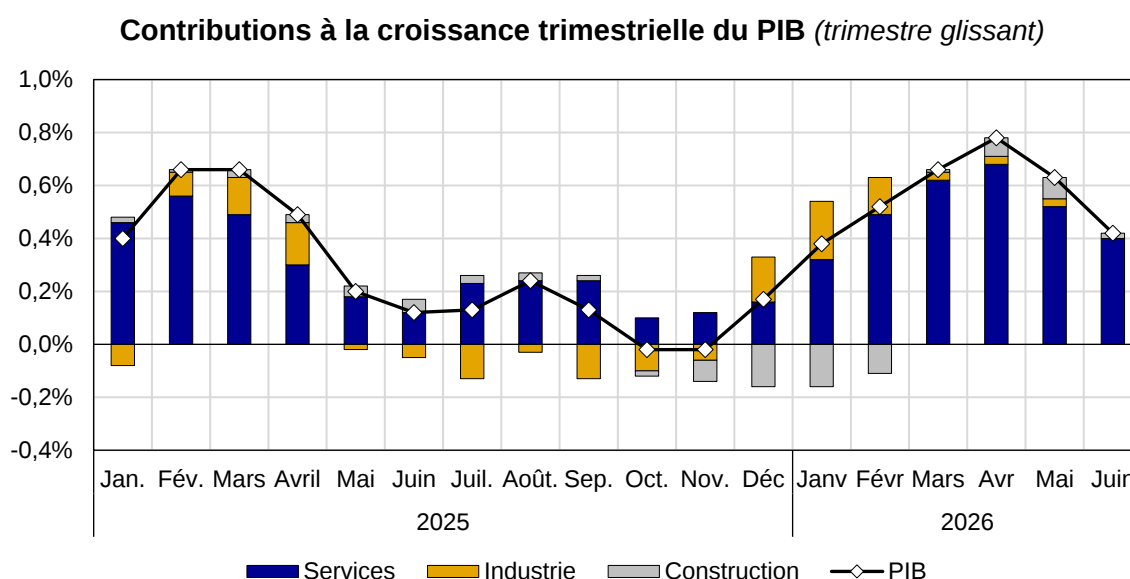
Selon l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a augmenté de **+0,4 % au deuxième trimestre 2026 (avril à juin), après +0,6 % au premier trimestre (janvier à mars).**

Cette progression est portée par le secteur des services (+0,5 %) ; les contributions positives les plus importantes proviennent de l'information et la communication (+2,7 %) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+1,7 %). La construction affiche également une dynamique favorable (+0,3 %), soutenue notamment par la hausse des nouveaux travaux (+0,4 %). Le secteur de l'industrie est en revanche restée stable ; la hausse de l'activité manufacturière (+1,0 %) et des industries extractives (+0,2 %) a été compensée par le recul de la production et la distribution d'électricité et de gaz (-2,3 %) ainsi que des services liés à l'eau et à la gestion des déchets (-3,7 %). Du côté de la demande, les principales contributions positives à la croissance trimestrielle sont la formation brute de capital fixe (+0,24 point) et la consommation des ménages (+0,16 point) ; en revanche la consommation publique et le commerce extérieur ont eu des contributions négatives (respectivement -0,06 et -0,01 point). **En données mensuelles, la croissance a progressé de +0,3 % en juin**, après 0,0 % en mai et -0,1 % en avril. Cette progression est principalement portée par le dynamisme du secteur des services (+0,4 %), dont les effets ont été partiellement compensés par le repli dans le secteur de l'industrie (-0,2 %) et de la construction (-0,1 %). Les évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,4 %

Le graphique de la semaine



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

Fait marquant : Les mesures de lutte contre la hausse du coût de la vie annoncées pendant l'été

Depuis son arrivée au pouvoir fin juillet, Andy Burnham a centré ses premières annonces sur la lutte contre la hausse du coût de la vie, avec l'ambition d'offrir un « *breathing space* » aux ménages et aux entreprises. Parmi les principales mesures, figurent la suppression de la TVA sur les factures d'électricité des ménages dès octobre, ce qui doit se traduire par une baisse de 45 £ de la facture annuelle moyenne ; le plafonnement à 2 £ du prix des trajets en bus en Angleterre (hors Londres) à partir de janvier 2027, ainsi que la gratuité totale pour les personnes handicapées ; la réduction de 20 % des *business rates* pour les pubs, clubs et lieux musicaux dès avril 2027 ; et l'hébergement de tous les sans-abris d'ici l'hiver 2026-27. D'autres mesures, sans impact sur les finances publiques, ont également été annoncées, telles que l'interdiction des « fausses promotions » et la facilitation des résiliations d'abonnement. En réponse aux vagues de chaleur et à la sécheresse de cet été, 65 M£ ont également été débloqués en soutien les agriculteurs.

Toutefois, le caractère souvent temporaire de ces mesures et leurs modalités de financement soulèvent d'ores et déjà des interrogations. La suppression de la TVA sur l'électricité, estimée à 850 M£ pour 2026-2027, doit être financée par l'abandon du projet de carte d'identité numérique (Digital ID), évalué à 1,8 Md£ sur trois ans, alors qu'aucun financement n'avait en réalité été alloué à ce programme. Le plafonnement des bus, estimé à 454 M£, serait financé par 400 M£ d'économies sur l'aide climatique internationale, une partie des dons étant remplacée par des prêts, ce qui remet en question la promesse d'A. Burnham de porter l'aide publique au développement à 0,7 % du RNB. La baisse des *business rates* serait compensée par la révision d'allègements fiscaux jugés peu justifiés (notamment pour les magasins de cigarettes électroniques) et par un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale en ligne.

Un « plan à 10 ans » plus structurant doit être présenté dans les prochaines semaines, et pourrait notamment porter sur la décentralisation fiscale. Andy Burnham a déjà annoncé l'attribution aux *metro mayors* de 100 % des recettes des *business rates* dès 2027, ainsi qu'une part croissante de l'impôt sur le revenu dès 2028, réduisant la dépendance des collectivités aux financements de Westminster, en parallèle de compétences élargies sur la formation professionnelle, le logement et les transports. L'objectif de réindustrialisation via la commande publique reste à préciser ; la *First Secretary of State* Louise Haigh a annoncé le 4 août une simplification des règles d'achat public favorisant la création d'emplois locaux et la préférence britannique dès janvier 2027. A. Burnham a par ailleurs indiqué vouloir réduire « sérieusement » le coût des aides sociales via l'emploi des jeunes.

Le prochain Budget, qui devrait être présenté par le Chancelier John Healey le 28 octobre, sera scruté de près. Si le gouvernement continue d'afficher son attachement aux règles budgétaires en vigueur, Burnham a déjà indiqué vouloir exploiter toute la « flexibilité » qu'elles autorisent afin d'accroître l'investissement public. Cette stratégie reposerait malgré tout *in fine* sur un recours accru à l'endettement public et

entraînerait une hausse de la charge de la dette. Il resterait alors au gouvernement la possibilité de financer ses hausses de dépenses par des hausses de recettes.

En bref

- Depuis le 17 août, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3646 \$ (+0,7 %). La livre sterling est restée stable par rapport à l'euro et a atteint 1,692 € (0,0 %).
- Au 25 août, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en baisse, le rendement du gilt à 10 ans diminue à 5,07 % (−7,8 pdb par rapport au 17 août), celui du gilt à 30 ans diminue à 5,72 % (−10,2 pdb).
- La fintech britannique Wise a vu sa [demande](#) de licence bancaire aux États-Unis rejetée pour cause de déficiences dans les contrôles anti-blanchiment et un manque de compréhension des lois bancaires américaines.
- L'acteur de l'assurance Lloyds [dévoile](#) son nouveau plan stratégique « Accelerate 2030 ».
- La banque HSBC poursuit sa stratégie de restructuration en [cédant](#) son portefeuille de prêts hypothécaires en Australie à Blackstone pour 36 Md AUD et en [vendant](#) ses activités d'assurance à Singapour à Allianz.
- La banque Revolut [obtient](#) une licence bancaire française totale.
- La suppression des droits de douane américains sur le whisky écossais, annoncée en avril 2026 lors de la visite d'État du Roi Charles III aux États-Unis, est [entrée en vigueur le 24 juillet](#).
- Le gouvernement britannique lance une [consultation](#) sur l'opportunité de négocier un chapitre sur la commande publique dans le cadre de l'accord d'association entre le Royaume-Uni et le Maroc.
- Le chancelier de l'Échiquier John Healey publie le 25 août une [déclaration sur les sanctions prises à l'encontre de l'Iran](#).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Selon l'[ONS](#), l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à +2,9 % en g.a. en juillet 2026 (après +2,6 % en juin), un niveau conforme aux anticipations de marché. L'inflation sous-jacente, à l'inverse, est restée stable par rapport à juin (+2,6 % en g.a.). Il s'agit de la première accélération de l'inflation en glissement annuel depuis mars 2026. La hausse de l'inflation s'explique principalement par l'augmentation de 13 % du plafonnement des prix de l'énergie (*price cap*) au 1^{er} juillet. La composante « logement et services aux ménages » a augmenté de 4,1 % en g.a. (après +2,7 % en juin) et a contribué à hauteur de +0,4 point à l'accélération de l'inflation entre juin et juillet. Cette hausse a été partiellement compensée par le ralentissement des prix du transport (à 3,6 % en g.a., après +5,7 % en juillet). La baisse des prix du carburants ayant contribué négativement à hauteur de −0,3 point, principalement sous l'effet de la baisse des prix des carburants sur le mois, malgré le rebond des prix à la pompe observé en fin de mois. Au total, l'inflation des biens a

sensiblement augmenté (+2,2 % en g.a., après +1,7 % en juin), tandis que l'inflation des services est restée stable (+3,6 % en g.a.).

Les indicateurs d'activité du secteur privé britannique ont légèrement accéléré en août, l'indice PMI passant de 52,2 à 52,5, atteignant son plus haut niveau depuis février 2026. Cette progression, la plus marquée depuis avril, reflète principalement le regain de dynamisme du secteur des services, dont l'activité a enregistré sa plus forte hausse depuis février. Les entreprises font état d'une amélioration de la confiance des consommateurs et des conditions économiques au niveau national, la hausse des dépenses des ménages et des entreprises ayant compensé la faiblesse des exportations. À l'inverse, le secteur manufacturier n'a progressé que marginalement, à son rythme le plus faible depuis cinq mois, freiné par les incertitudes géopolitiques et la persistance de pressions sur les coûts. Les perspectives restent toutefois contrastées : les pressions inflationnistes se sont intensifiées, avec une hausse marquée de l'inflation (carburants, transport, matières premières, alimentation), tandis que l'emploi dans le secteur privé continue de reculer. *Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une contraction.*

De plus, la confiance des consommateurs, mesurée par l'indice GfK, s'améliore en août, en hausse de trois points (-14 après -17 en juillet 2026), son plus haut niveau depuis deux ans. Selon le directeur des études consommateurs chez GfK, le beau temps ainsi qu'un « effet Burnham » lié à l'arrivée d'un nouveau Premier ministre – qui avait déjà tiré à la hausse la confiance en juillet (+6 points) – ont continué de produire un effet positif en août. Le redressement de la confiance a été porté par une hausse de 5 points des anticipations concernant l'économie britannique à un an, ainsi que par une reprise comparable de l'opinion sur l'opportunité de réaliser un achat important (*major purchase index*). Le rebond reste toutefois très inégal selon les tranches d'âge : les 30-49 ans enregistrent une hausse de 10 points sur le mois, tandis que les 16-29 ans restent la seule catégorie affichant un score positif, malgré un repli de 3 points.

Finances publiques

Selon l'ONS, l'emprunt public mensuel s'est établi à 1,8 Md£ en juillet 2026, un niveau supérieur de 2,3 Md£ aux prévisions de mars 2026 de l'*Office for Budget Responsibility* (OBR) pour ce mois. Le déficit mensuel est en hausse de 0,7 Md£ par rapport à juillet 2025. Il convient de noter que l'emprunt public est généralement faible en juillet en raison d'une date limite d'auto-évaluation des déclarations fiscales sur l'impôt sur le revenu (*self-assessed income tax*), ce qui entraîne un coup de pouce saisonnier des recettes gouvernementales. Les recettes de l'administration centrale ont atteint 104,3 Md£ en juillet 2026 (+4,6 Md£ par rapport à juillet 2025). Les dépenses courantes de l'administration centrale se sont élevées à 110,7 Md£ (+5,7 Md£). Cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire 2026-27 (le 1^{er} avril 2026), l'emprunt public atteint 56,7 Md£, soit 6,0 Md£ de moins que sur la même période l'an dernier, mais 2,3 Md£ de plus que la trajectoire prévue par l'OBR. Par ailleurs, la dette publique nette (PSND) atteint provisoirement 94,1 % du PIB fin juillet 2026, en baisse de 0,8 point sur un an. Le passif financier net (PSNFL), mesure de référence des règles budgétaires du gouvernement, s'établit à 83,7 % du PIB, soit +0,6 point par rapport à juillet 2025.

Politique monétaire

Fin juillet, le Comité de politique monétaire ([CPM](#)) de la Banque d'Angleterre (BoE) a maintenu son taux directeur à 3,75 % par six voix contre trois, qui ont voté pour une hausse à 4 %. Le résultat apparaît légèrement plus restrictif qu'attendu, les marchés anticipant un vote de 7 voix contre 2, comme lors du précédent CPM du 18 juin. Les six membres favorables au maintien ont considéré que le processus de désinflation sous-jacent demeurerait en cours, dans un contexte de ralentissement du marché du travail et de faiblesse de la demande intérieure. Si les tensions géopolitiques et la hausse des prix de l'énergie augmentaient les risques inflationnistes, ils ont estimé qu'aucun effet de second tour significatif n'était encore observable et que le degré actuel de restriction monétaire constituait une réponse suffisante, tout en restant prêts à resserrer davantage la politique monétaire si ces effets venaient à se matérialiser. À l'inverse, les trois membres favorables à une hausse ont estimé que les risques pesant sur les perspectives d'inflation restaient orientés à la hausse. Ils ont considéré que la persistance d'une inflation supérieure à la cible depuis plusieurs années, combinée à l'actuel choc d'offre, augmentait le risque d'effets de second tour et d'une plus grande persistance de l'inflation.

Marché du travail

L'ONS estime le [taux de chômage](#) à 4,9 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) en trimestre glissant d'avril à juin, en hausse de 0,2 point sur un an mais en baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. L'économie britannique compte 1,77 millions de chômeurs, soit 36 000 de moins qu'au trimestre précédent. Le marché du travail comporte 84 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,5 millions d'individus. Le [taux d'emploi](#) reste relativement stable par rapport au trimestre précédent, à 75,1 % (+0,1 point). Du côté des offres d'emploi, le nombre de postes vacants a reculé à 707 000 en juillet 2026 en trimestre glissant (-6 000, soit -0,8 % sur le trimestre), soit le plus bas niveau de postes vacants en cinq ans. Sur un an, la baisse atteint 19 000 postes (-2,7 %). Côté salaires, la [croissance annuelle des salaires](#) nominaux ralentit légèrement à +3,5 % hors bonus (et +4,1 % bonus inclus) en juin 2026 en trimestre glissant. En termes réels, le salaire de base progresse de seulement +0,5 % sur un an et le salaire total de +1,1 %. La croissance salariale reste nettement plus dynamique dans le secteur public (+6,1 %) que dans le privé (+2,8 %).

Selon la plateforme d'annonces [Indeed](#), les offres d'emplois ouvertes aux nouveaux diplômés ont reculé d'environ 7 % sur un an, tombant à leur niveau le plus bas depuis 2020. En parallèle, les emplois saisonniers d'été (tourisme, événementiel, animation) ont atteint leur plus faible niveau en quatre ans début juillet. Selon Indeed, les diplômés arrivent sur un marché où les employeurs réduisent leurs embauches de juniors face aux pressions sur les coûts et à l'incertitude ambiante.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Les nouveaux droits de douane américains entrés en vigueur cet été changent la compétitivité du Royaume-Uni vis-à-vis d'autres partenaires. À l'issue de l'enquête sur l'importation de produits issus du [travail forcé](#) au titre de la Section 301, conclue le 23 juillet, le Royaume-Uni se voit appliquer un droit de 10 % additionnel au droit de la clause de la nation la plus favorisée (NPF) (c'est-à-dire une situation inchangée), tandis que l'UE et Taïwan bénéficient d'un droit de douane plafonné à 10 % droit NPF inclus (soit une meilleure situation pour l'UE qu'auparavant). Le 6 août, l'administration Trump a imposé un droit de douane maximum sur les importations de polysilicium à 10 % pour le Royaume-Uni, mais un droit maximum à 15 % pour l'UE, le Japon, la Corée, Taïwan et la Suisse.

L'US Trade Representative Jamison Greer réaffirme que des droits de douane à 100 % des États-Unis contre le Royaume-Uni ne sont « pas du bluff ». Dans une [interview au Times](#) le 17 août, J. Greer rappelle la menace émise en juin par le président D. Trump d'imposer des droits de douane de 100 % si le Royaume-Uni ne renonce pas à la taxe sur les services numériques, que l'administration Trump estime discriminatoire vis-à-vis des entreprises américaines. Cette menace n'avait cependant pas été mise à exécution, et Jamison Greer indique avoir de bonnes relations avec Jonathan Reynolds (*Secretary of State for Business, Innovation, Science and Trade* d'A. Burnham) et Varun Chandra (conseiller commercial du Premier ministre). La *Digital Services Tax* britannique s'élève à 2 % des revenus des moteurs de recherche, réseaux sociaux et plateformes de vente en ligne pour les entreprises ayant plus de 500 M£ de revenus mondiaux dont 25 M£ de revenus au Royaume-Uni, en attendant l'entrée en vigueur d'un accord mondial sur la fiscalité internationale.

Investissements

Les notifications au titre des investissements étrangers au Royaume-Uni sont en hausse de 16 %. Le [rapport annuel sur la mise en œuvre du National Security and Investment Act](#) indique que le gouvernement a reçu 1324 notifications entre avril 2025 et mars 2026, soit une hausse de 16 % en un an. 95,6 % des notifications n'ont donné lieu à aucune action, tandis que 9 transactions ont conduit le gouvernement à imposer des conditions voire (dans un cas) à bloquer lesdites transactions. Sur ces 9 transactions, 3 concernaient un acquéreur chinois.

Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé de nouvelles [sanctions](#) à l'encontre de dix-neuf entités liées à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Ces entités nouvellement désignées sont des banques finançant l'économie de guerre russe, des armateurs de la flotte fantôme russe, et des importateurs de métaux rares.

Actualités financières

Réglementation financière

Le [Financial Times](#) rapporte que des grandes banques britanniques estiment être soumises à 22,5 Md£ d'exigences de capital (CET1) supplémentaires par rapport à leurs rivales américaines. Ces calculs proviendraient d'une étude – non publiée – commandée par des banques britanniques, ces dernières ne souscrivant pas à l'analyse de la Banque d'Angleterre selon laquelle les exigences de capital au Royaume-Uni liées au risque sont inférieures à celles aux États-Unis (voir [Brèves n°44](#) en 2025). La différence s'expliquerait principalement par le traitement comptable des investissements dans les logiciels, que les banques britanniques doivent déduire de leur capital tandis que les banques américaines peuvent appliquer une pondération du risque à ces actifs.

La Financial Conduct Authority (FCA) [présente](#) son paquet de réformes sur la transparence des marchés actions, avec le lancement d'une *consolidated tape* prévu dans les 18 mois et un outil intermédiaire de reporting quotidien. Le régulateur juge que les marchés actions britanniques fonctionnent bien, mais que la multiplication des plateformes de négociation a accru la fragmentation et rendu plus difficile l'accès à une vision complète de l'activité. La *consolidated tape* consiste en un fournisseur de données consolidées pour faciliter l'analyse de la liquidité et la formation des prix. En attendant sa mise en place, la FCA a lancé un « [market activity reporter](#) » qui publie chaque jour les volumes échangés sur le marché britannique, avec pour objectif pour les autorités de réfuter les critiques d'un supposé manque de liquidité sur le marché londonien (voir [Brèves n°6](#)). La mise en place d'une *consolidated tape* pour les actions fait suite au lancement d'une *consolidated tape* pour les obligations en juin 2026, ayant déjà reçu plus de 1,6 M de souscriptions à une licence. Les deux consultations associées (CP26/30 et CP26/31) sont ouvertes jusqu'au 16 octobre 2026.

La FCA [finalise](#) ses règles pour alléger le reporting des transactions et anticipe des économies de 100 M£ par an pour les participants de marché concernés. Le nombre de champs à déclarer passe de 65 à 52, et les dérivés de change sont retirés du périmètre de reporting. Environ 7 millions d'instruments (actions, obligations, certains dérivés) cotés uniquement sur des plateformes de l'UE seront aussi exemptés de reporting. La période de correction des erreurs historiques est ramenée de 5 à 3 ans, ce qui réduit d'environ un tiers le volume de rapports à resoumettre. Les nouvelles règles entreront en vigueur le 3 avril 2028.

Le Payment Systems Regulator (PSR) [impose](#) à Mastercard et Visa une transparence accrue sur les frais de cartes payés par les commerçants. À l'issue de sa [revue de marché](#), le régulateur a constaté que les frais de schéma et de traitement étaient devenus difficiles à comprendre pour les acquéreurs, alors qu'ils ont augmenté bien au-delà de l'inflation ces dernières années. Mastercard et Visa devront désormais détailler chaque facture pour leurs clients : nature du frais, événement déclencheur et mode de calcul. Ils devront aussi documenter leurs décisions tarifaires et prendre en compte les intérêts des entreprises qui utilisent leurs services. La gouvernance tarifaire entrera en vigueur dans quatre mois, tandis que les nouvelles obligations d'information seront déployées sous douze mois. Le PSR travaille en parallèle sur un

reporting financier réglementaire pour mieux suivre la rentabilité et les tendances de frais de leurs activités britanniques.

Marchés financiers

L'industrie financière commence à faire entendre ses positions en amont du budget d'automne qui se tiendra le 28 octobre prochain. Plusieurs [acteurs financiers](#) dont Royal London, AJ Bell ou Saint James' Place, appellent notamment le gouvernement à s'engager à ne pas réduire le plafond de retrait des sommes en capital exonéré d'impôt sur le revenu pour les épargnants (appelé *lump sum*). D'après Steven Levin, directeur général du gestionnaire de patrimoine Quilter, les rumeurs concernant ce sujet l'an passé ont poussé de nombreux clients à retirer leur épargne plus tôt que prévu pour anticiper un éventuel rabaissement du plafond, avec deux tiers des personnes concernées regrettant ce geste. En parallèle, le PDG de JP Morgan Jamie Dimon a lors d'un [appel](#) avec le Chancelier John Healey appelé le gouvernement à ne pas augmenter la fiscalité pesant sur les banques, indiquant que cela pourrait éventuellement remettre en question le projet de nouveau siège de JP Morgan à Canary Wharf.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr